



Liminaire intersyndicale au Conseil Départemental d'Action Sociale du 10 décembre 2019

Depuis deux ans, sous le poids des restructurations, la forteresse Bercy vacille et ne sera bientôt plus qu'une ruine.

Mais Bercy ce n'est pas qu'une forteresse, ce sont avant tout ses agents, ses 142 000 femmes et hommes qui y travaillent, avec une conscience professionnelle exemplaire et une abnégation totale, exerçant des missions citoyennes qui sont le fondement de la République et de la Démocratie. Ce sont aussi ses 163 000 pensionnés qui ont par le passé œuvré dans ce sens.

La machine à broyer les personnels est en marche accélérée :

- suppressions massives d'emplois ;
- droits des agents bafoués avec la suppression des CAP ;
- droits syndicaux remis en cause ;
- mise en place de la loi sur la transformation de la fonction publique sans véritable discussion et malgré l'opposition unanime de toutes les organisations syndicales ;
- nouvelle réforme des retraites ;
- mise en place de la géographie revisitée à la DGFIP qui est un leurre total et qui va entraîner la disparition de quasiment toutes les trésoreries et des services publics de proximité ;
- disparition de missions, externalisation, privatisation, mise en place d'agences de toute nature etc.

Tel est à cet instant l'image de nos ministères économiques et financiers, laissant mal augurer de ce qui en restera.

Nous sommes dans un contexte de fortes mobilisations au ministère depuis le printemps :

- **À la DGFIP** : les agents se mobilisent contre le plan DARMANIN qui consiste à détruire le réseau de proximité, avec le soutien de nombreux élus, qui défendent avec acharnement le service public.
- **À la Douane**, les agents continuent de se mobiliser pour obtenir les moyens d'effectuer leurs missions dont ils vont encore perdre une partie.
- **À la CCRF** : les agents se mobilisent face aux menaces pesant sur le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments, au transfert vers des secrétariats généraux communs, ainsi que face aux projets de mutualisation et de fusion de services. Les agents du SCL (service commun des laboratoires) s'organisent après l'annonce de la fermeture d'au moins un laboratoire.
- **À l'INSEE**, les agents s'inquiètent de la régionalisation.
- **À la DGE**, la réorganisation laisse nombre d'agents sur le carreau.

Oui, les agents sont en souffrance extrême, l'angoisse les accompagne tous les jours, déstabilisant leur vie et leurs familles.

Depuis des mois, les fédérations des Finances dénoncent la maltraitance à l'encontre des agents des MEF: réduction drastique des effectifs, perte des missions, restructurations, suppressions de services, mobilités contraintes ...

Dans ce tsunami, l'action sociale des MEF est également menacée. Et pourtant, c'est bien cette même action sociale qui devrait aider les personnels à faire face à ces situations de mal être très bien illustrées par les résultats de l'observatoire interne.

Les fédérations des Finances défendent une action sociale ministérielle accessible à toutes et tous, actifs ou pensionnés, fonctionnaires ou contractuels, ainsi qu'à leurs ayants-droits, et ce, quelle que soit la structure dans laquelle ces personnels seront amenés à travailler.

Les fédérations des Finances rappellent que l'action sociale ministérielle, conquête des personnels de Bercy, doit demeurer complémentaire à l'action sociale interministérielle, et ne saurait être attaquée dans une logique de moins disant social.

Les fédérations des Finances s'opposent à la fusion des associations, lesquelles interviennent sur des champs d'action spécifiques. Ces associations doivent conserver leur autonomie et le contrôle de leur budget, et ce afin de garantir la pérennité de leur champ d'activité respectif.

Les fédérations des Finances rejettent un regroupement qui permettrait aux ministères de mettre la main par exemple sur les revenus issus de l'activité d'ALPAF, pour financer les autres activités en lieu et place de la subvention ministérielle, sans aucun bénéfice pour les agents.

Le rapport de Madame WALTERSKI, est entièrement rédigé à charge et n'a qu'un seul objectif : la destruction de l'action sociale ministérielle.

Ce rapport remet en cause toute l'action sociale tissée peu à peu avec les fédérations des Finances.

- **Il vide** les CDAS de leurs prérogatives, il recentre l'action sociale, sous prétexte d'harmonisation, sur le secrétariat général, ne laissant plus aucune place aux représentants des personnels.

- **Il régionalise** l'action sociale alors que les organisations syndicales ont toujours voulu une action sociale départementale pour plus de proximité

- Il élargit les compétences du responsable de la structure régionale au rôle d'animateur, de coordonnateur et d'évaluateur et de supérieur hiérarchique des délégués : c'est une idée qui avait germé en 2013 dans l'esprit du SG et que toutes les organisations syndicales avaient alors combattue.

Les fédérations des Finances - Solidaires et CGT - tiennent à jouer pleinement leur rôle et vous rappellent que les instances de l'action sociale ne sont pas des chambres d'enregistrement.

C'est dans ce contexte de montée des colères face aux attaques et au mépris, auquel font face quotidiennement les personnels des MEF, que nos organisations syndicales ont appelé les agents à la grève le 5 décembre, pour défendre un système de retraites par répartition et leurs salaires.

Cette nouvelle vision de l'action sociale est régressive, écarte les organisations syndicales représentatives des personnels et s'inscrit bien dans la ligne du gouvernement depuis plus de deux ans.

Les agents de notre département sont particulièrement inquiets quant à l'avenir de notre délégation, tant sur le futur remplacement de notre délégué actuelle, ainsi que du médecin de prévention et de la baisse continue du budget alloué à notre action sociale locale.

Ils seront attentifs et vigilant pour conserver la viabilité des restaurants de Villeneuve sur Lot et du Restaurant Inter Administrations. Une demande de solution de restauration a été faite, par l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques lot-et-Garonne et CGT Finances Publiques 47, lors du projet de rénovation de la cité administrative au sein de laquelle plus de 100 agents n'ont pas de solution de restauration pérenne. Cette demande n'a, à ce jour, pas reçu de réponse.

Agen, le 17 décembre 2019